

9

COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR SOCIO-CULTUREL

**Convention Collective de Travail du 15 décembre 2003 définissant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socio-culturel dépendant de la Communauté Française : Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes, Education permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales**

CHAPITRE 1 : CHAMP D'APPLICATION

ARTICLE 1

La présente Convention Collective de Travail s'applique aux employeurs ressortissants à la Commission paritaire pour le secteur socioculturel et relevant d'un des dispositifs d'agrément et/ou de subventionnement suivants et à leurs travailleurs :

- Ateliers de production et d'accueil, agréés et subventionnés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1990 relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil en matière de films et de vidéogrammes et par l'arrêté du 23 février 2000 agréant l'asbl Atelier de création sonore et radiophonique en qualité de structure d'accueil en matière de création radiophonique;
- Bibliothèques, agréées et subventionnées en vertu du décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture, modifié par les décrets des 21 octobre 1988, 19 juillet 1991 et 30 novembre 1992, en ce qu'il vise les associations et fondations de droit privé reconnues comme bibliothèques publiques;
- Centres culturels, agréés et subventionnés en vertu du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels et modifié par le décret du 10 avril 1995;
- Centres de jeunes, agréés et subventionnés en vertu du décret du 20 juillet 2000, déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;
- Organisation d'Education permanente, agréées et subventionnées en vertu de l'Arrêté Royal du 5 septembre 1921, de l'Arrêté Royal du 4 avril 1925, de l'Arrêté Royal 16 juillet 1971, du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'Education permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs et du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente;
- Fédérations sportives, agréées et subventionnées en vertu du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française;
- La Médiathèque, agréée et subventionnée en vertu de Arrêté royal du 7 avril 1971;
- Organisations de jeunesse, agréées et subventionnées en vertu du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;
- Télévisions locales, agréées et subventionnées en vertu de l'article 74 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

05 -03- 2004

26 -01- 2004

70172 - 6/329

9

Cette convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs couverts par la convention collective de travail du 1er juillet 2002 définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socio-culturel (Région de Bruxelles-Capitale) et par la convention collective de travail du 16 septembre 2002 définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour les secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Région Wallonne : les Entreprises de Formation par le Travail, les Organismes d'Insertion Socio-Professionnelle, les Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère, les Missions Régionales pour l'Emploi et les Centres de Formation et/ou de réadaptation Professionnelle agréés par l'Agence Wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées (Région wallonne).

Par "travailleurs", on entend les ouvriers et employés, masculins et féminins.

## CHAPITRE 2 : REMUNERATIONS

### ARTICLE 2

Les rémunérations minimums par catégorie de personnel occupé à temps plein, telles que décrites dans la convention collective de travail du 15 décembre 2003 définissant la classification de fonctions pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française : Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres de jeunes, Education permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales, seront basées, du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2003, sur les barèmes repris à l'annexe 1, qui est partie intégrante de la présente Convention Collective de Travail.

Ces barèmes sont une base minimale.

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9, les employeurs s'engagent à affecter, en 2003, les moyens supplémentaires octroyés par la Communauté française dans le cadre de l'accord du non marchand de juin 2000 à l'augmentation de la masse salariale pour permettre l'amélioration des rémunérations.

### ARTICLE 3

En cas de requalification d'un travailleur employé dans le cadre des programmes de promotion de l'emploi à la date de la signature de cette convention collective de travail, deux années d'ancienneté par saut de qualification seront neutralisées avec un maximum de trois sauts. Toutefois, cette nouvelle ancienneté ne peut pas être inférieure à zéro et la rémunération correspondant à la nouvelle ancienneté ne peut pas être inférieure à celle acquise précédemment.

Par « programmes de promotion de l'emploi », il faut entendre les mesures suivantes :

1. « Projets Régionaux d'Insertion dans le Marché de l'Emploi », créés par le Décret de la Région Wallonne du 31 mai 1990;
2. « Troisième Circuit de Travail », créé par l'Arrêté Royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;
3. « Agent Contractuel Subventionné », créé par le chapitre II de la loi-programme du 30 décembre 1988 et financé sur base de l'arrêté du gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs et assimilés pour autant que leur rémunération soit fixée en fonction du titre dont ils disposent sur base du traitement dont bénéficie un membre du personnel des services du Gouvernement wallon pour un même emploi ou un emploi équivalent, y compris les

augmentations barémiques et la prime de fin d'année, en fonction de l'annexe II de l'Arrêté ministériel du 29 novembre 1995 portant exécution des articles 7, § 1er, 1, et 9, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés;

- 4. « Aides à la promotion de l'emploi » créées par le décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, pour le seul cas des travailleurs transférés à la date de signature de cette convention collective de travail depuis les dispositifs décrits aux points 1, 3 et 4 de cet article et pour autant que la rémunération qui leur a été octroyée dans le cadre du transfert ait été fixée sur base de celle qu'ils percevaient dans les dispositifs antérieurs;
- 5. « Agent Contractuel Subventionné », créé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 et qui sont aujourd'hui rémunérés, en vertu de la convention prise entre l'ORBEM et l'employeur, en fonction des barèmes des agents de la fonction publique de la région de Bruxelles-Capitale.

ARTICLE 4

Le travailleur occupé à temps partiel doit, pour un même travail ou un travail de valeur égale, bénéficier d'une rémunération proportionnelle à celle du travailleur occupé à plein temps, et ce conformément à l'article 9 de la Convention Collective de Travail n°35 du 27 février 1981 concernant certaines dispositions du droit du travail en matière de travail à temps partiel, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 21 septembre 1981.

CHAPITRE 3 : ANCIENNETE

ARTICLE 5

L'ancienneté qui sera prise en compte pour déterminer la rémunération des travailleurs, au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention Collective de Travail, sera l'ancienneté reconnue dans le contrat de travail et, au minimum, l'ancienneté dans l'association.

ARTICLE 6

En dérogation à l'article 5, en 2003, l'ancienneté qui sera prise en compte pour déterminer la rémunération des travailleurs des secteurs des Centres de jeunes et des Organisations de jeunesse, tels que définis à l'article 1, au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention, sera l'ancienneté prévue à l'article 5, plafonnée à un maximum de 8 années.

ARTICLE 7

Les adaptations barémiques liées à l'ancienneté s'opèrent le premier jour du mois qui suit la date anniversaire du contrat.

## CHAPITRE 4 : LIAISON DES SALAIRES A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

### ARTICLE 8

Les rémunérations minimums sont liées à l'indice des prix à la consommation établi mensuellement par le Ministère des affaires économiques et publié au Moniteur belge, et sont adaptées suivant les modalités prévues par la Convention Collective de Travail du 20 mars 1997, rendue obligatoire par Arrêté Royal du 14 septembre 97 (Moniteur Belge 22 octobre 1997).

## CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

### ARTICLE 9

Sans préjudice des dispositions de l'article 51 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le réaménagement éventuel des masses annuelles devra, dans les institutions où le total des rémunérations et avantages est égal à, ou plus élevé que ceux qui sont prévus par la présente Convention Collective de Travail, être discuté par le conseil d'entreprise, à défaut, en concertation entre l'employeur et la délégation syndicale, à défaut, par une convention collective de travail conclue au niveau de l'entreprise.

### ARTICLE 10

Les parties conviennent que les avantages accordés par la présente Convention Collective de Travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que le gouvernement de la Communauté Française exécute intégralement le point 3.2 de l'accord-cadre pour le secteur non-marchand de la Communauté Française, signé le 29 juin 2000.

Ces avantages seront liquidés aux travailleurs, au plus tard le mois qui suit la liquidation des subventions y afférent par les administrations concernées.

## CHAPITRE 6 : DUREE DE VALIDITE

### ARTICLE 11

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Elle est conclue pour une durée déterminée de 1 an et cesse ses effets le 31 décembre 2003.

## ANNEXE

### ANNEXE 1

Rémunérations du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 31 décembre 2003

PARITAIR COMITE VOOR DE SOCIO-CULTURELE SECTOR

Collectieve Arbeidsovereenkomst van 15 december 2003 tot bepaling van de loonvoorwaarden voor sommige sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector die afhangen van de Franse Gemeenschap: Productie-ateliers, Bibliotheken, Culturele Centra, Jongerencentra, Permanente Vorming, Sportfederaties, de Mediatheek, Jeugdorganisaties, Lokale televisies.

HOOFDSTUK I: TOEPASSINGSGEBIED

ARTIKEL 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het paritair comité voor de socio-culturele sector en die behoren tot een der volgende erkennings en/of subsidiëringsregimes en hun werknemers:

- Productie- en gastateliers, erkend en gesubsidieerd krachtens het besluit van de Executieve van 26 juli 1990 betreffende de erkenning en de betoelaging van de produktieateliers en de gastateliers voor films en videogrammen en door het besluit van 23 februari 2000 tot erkenning van de V.Z.W. « Atelier de création sonore et radiophonique » als onthaalstructuur inzake creatie op radio;
- Bibliotheken, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectoraatvoorziening, gewijzigd door de decreten van 21 oktober 1988, 19 juli 1991 en 30 november 1992, voor zover het betrekking heeft op de privaatrechtelijke verenigingen en stichtingen erkend als openbare bibliotheken;
- Culturele centra, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, gewijzigd door het decreet van 10 april 1995;
- Jeugthuizen, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 20 juli 2000, tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugthuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties;
- Organisaties voor permanente opvoeding, erkend en gesubsidieerd krachtens het Koninklijk Besluit van 5 september 1921, het Koninklijk Besluit van 4 april 1925, het Koninklijk Besluit van 16 juli 1971, het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente vorming van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders en het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;
- Sportfederaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap;
- De Mediatheek, erkend en gesubsidieerd krachtens het Koninklijk Besluit van 7 april 1971;
- Jeugdorganisaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 20 juni 1980 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de jeugdorganisaties;
- Lokale televisies, erkend en gesubsidieerd krachtens het artikel 74 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

26 -01- 2004

1) 5 -03- 2004

70772/6/329

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet toepasselijk op de werknemers die gedekt zijn door de collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2002 tot bepaling van de functieclassificatie en de loonvoorwaarden voor sommige sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector (Brussels Hoofdstedelijk Gewest) en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 Collectieve arbeidsovereenkomst tot bepaling van de functieclassificatie en de loonvoorwaarden voor de sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector die afhangen van het Waalse Gewest: de "Entreprises de Formation par le Travail", de "Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle", de "Centres Régionaux d'Intégration pour les populations d'origine étrangère", de "Missions Régionales pour l'Emploi et les Centres de Formation et/ou de réadaptation Professionnelle agréés par l'Agence Wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées" (Waals Gewest).

Onder "werknemers" wordt verstaan, de mannelijke en vrouwelijke arbeiders en bedienden

## HOOFDSTUK 2: LONEN

### Artikel 2

De minimumlonen per categorie van het voltijds tewerkgesteld personeel, zoals beschreven in de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 15 december 2003 tot bepaling van de functieclassificatie voor sommige sectoren van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector die afhangen van de Franse Gemeenschap: Productie-ateliers, Bibliotheken, Culturele centra, Jongerencentra, Permanente vorming, Sportfederaties, De Mediatheek, Jeugdorganisaties, Lokale televisies, zullen, van 1 januari 2003 tot 31 december 2003, gebaseerd worden op de loonschalen opgenomen in bijlage 1 die noodzakelijk deel uitmaakt van deze collectieve arbeidsovereenkomst. Deze loonschalen zijn een minimumbasis.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 9 verbinden de werkgevers er zich toe om, in 2003, de bijkomende middelen toegekend door de Franse Gemeenschap in het kader van het akkoord met de non-profit van juni 2003, aan te wenden voor het verhogen van de loonmassa om aldus een verbetering van de lonen mogelijk te maken.

### Artikel 3

In geval van re kwalificatie van een werknemer die op de datum van ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst tewerkgesteld is in het kader van werkgelegenheidsprogramma's, zullen er per kwalificatiesprong, twee jaren anciënniteit geneutraliseerd worden met een maximum van drie sprongen. Deze nieuwe anciënniteit mag evenwel niet kleiner zijn dan nul en het loon dat overeenstemt met de nieuwe anciënniteit mag niet lager zijn dan het daarvoor verworven loon.

#### Waal

Onder "werkgelegenheidsprogramma's" moeten de volgende maatregelen worden verstaan:

1. "Projets Régionaux d'Insertion dans le Marché de l'Emploi", ingevoerd door het decreet van het Waals Gewest van 31 mei 1990;

- 9
2. "Derde Arbeidscircuit", ingevoerd door het Koninklijk Besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de **niet-commerciële** sector;
  3. "Gesubsidieerde Contractueel", ingevoerd door het hoofdstuk II van de programmawet van 30 december 1988 en gefinancierd op basis van het besluit van de Waalse regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werknemers, voor zover hun loon wordt bepaald in functie van de graad die zij bekleden op basis van de wedde van een personeelslid van de diensten van de Waalse Regering met dezelfde of een gelijkwaardige betrekking, met inbegrip van de weddeschaalverhogingen en de eindejaarspremie, in functie van de bijlage II van het Ministerieel Besluit van 29 november 1995 tot uitvoering van de artikelen 7, § 1, 1° en 9, alinea 2, van het besluit van de Waalse regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werknemers;
  4. "Tegemoetkomingen voor de tewerkstelling" ingevoerd door het decreet van het Waals Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de **niet-commerciële** sector, het onderwijs en de commerciële sector, enkel in het geval van werknemers die op de datum van ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst overgeheveld werden vanuit de stelsels beschreven in de punten 1, 3 en 4 van dit artikel en voor zover het loon dat hen bij deze overheveling werd toegekend gebaseerd is op het loon dat zij in de vorige stelsels ontvingen.
  5. "Gesubsidieerde Contractueel", ingevoerd door het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 november 2002 en die thans betaald worden krachtens de overeenkomst gesloten tussen het ORBEM en de werkgever, in functie van de weddeschalen van de personeelsleden van de diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

#### **ARTIKEL 4**

Overeenkomstig het artikel 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 35 van 27 februari 1981 betreffende sommige bepalingen van het arbeidsrecht ten aanzien van de deeltijdse arbeid, algemeen verbindend verklaard bij het koninklijk besluit van 21 september 1981, moet de deeltijds tewerkgestelde werknemer, voor een zelfde of gelijkwaardige arbeid, een loon krijgen proportioneel aan dat van de voltijds tewerkgestelde werknemer.

#### **HOOFDSTUK 3: ANCIENNITEIT**

#### **ARTIKEL 5**

De anciënniteit die in aanmerking zal worden genomen voor het bepalen van het loon van de werknemers, op het tijdstip van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst, is de anciënniteit vermeld in de arbeidsovereenkomst en, ten minste, de anciënniteit in de instelling.

**ARTIKEL 6**

In afwijking van artikel 5 zal, in 2003, de anciënniteit die in aanmerking wordt genomen voor het bepalen van het loon van de werknemers in de sectoren Jongerencentra en Jeugdorganisaties, gedefinieerd in het artikel 1, op het tijdstip van de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst, deze zijn waarin artikel 5 voorziet maar beperkt tot maximum 8 jaar.

**ARTIKEL 7**

De weddeschaalaanpassingen die gekoppeld zijn aan de anciënniteit zullen worden toegepast op de eerste dag van de maand die volgt op de verjaardatum van het contract.

**HOOFDSTUK 4: KOPPELING VAN DE LONEN AAN HET INDEXCIJFER VAN DE CONSUMPTIEPRIJZEN**

**ARTIKEL 8**

De minimumlonen worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen dat maandelijks wordt vastgesteld door het Ministerie van economische zaken en gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad; zij worden aangepast volgens de modaliteiten bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 maart 1997, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk Besluit van 14 september 1997 (Belgisch Staatsblad van 22 oktober 1997).

**HOOFDSTUK 5: OVERGANGSBEPALINGEN**

**ARTIKEL 9**

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 51 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, zal de eventuele herverdeling van de jaarmassa's in de inrichtingen waar het totaal van de lonen en voordelen gelijk is aan of hoger dan die bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst, moeten worden besproken in de ondernemingsraad of, bij gebrek hieraan, in overleg tussen de werkgever en de vakbondsafvaardiging of, bij gebrek hieraan, moeten worden vastgelegd in een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op het niveau van de onderneming.

**ARTIKEL 10**

De partijen komen overeen dat de voordelen toegekend door deze collectieve arbeidsovereenkomst slechts effectief aan de werknemers zullen worden toegekend voor zover de regering van de Franse Gemeenschap het punt 3.2 van het raamakkoord voor de non-profitsector van de Franse Gemeenschap, ondertekend op 29 juni 2000, integraal uitvoert.

Deze voordelen zullen aan de werknemers worden uitbetaald ten laatste in de maand die volgt op de uitbetaling door de betrokken administraties van de subsidies die erop betrekking hebben.



9

## HOOFDSTUK 6: GELDIGHEIDSDUUR

### ARTIKEL 11

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2003.  
Zij wordt gesloten voor een bepaalde duur van 1 jaar en **houdt** op van kracht te zijn op 31 december 2003.

### BIJLAGE

#### BIJLAGE 1

Lonen van 1 januari 2003 tot 31 december 2003

Annexe 1 à la Convention Collective de Travail du 15 décembre 2003 définissant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française : Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres **de jeunes**, Education permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales

Rémunérations à partir du 1er janvier 2003

Pivot = 111,65 (basel996)

Attention la Convention Collective de Travail n°43 octies conclue au sein du Conseil National du Travail impose de respecter le Revenu Minimum Moyen Garanti. Vérifiez !

Bijlage 1 bij de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 15 december 2003 **tot bepaling** van de loonvoorwaarden voor sommige sectoren van het Paritair Comité voor de **socio-culturele** sector die afhangen van de Franse Gemeenschap: **Productie-ateliers, Bibliotheken, Culturele Centra, Jongerecentra**, Permanente Vorming, Sportfederaties, de Mediatheek, Jeugdorganisaties, Lokale televisies. Lonen vanaf 1 januari 2003

Spil= 111,65 (basis 1996)

Opgepast ! De Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 43 octies gesloten in de Nationale Arbeidsraad **legt** de naleving op van het **gemiddeld** minimum **maandinkomen**. **Verifieer !**

	Echelon 1 Graad 1	Echelon 2 Graad 2	Echelon 3 Graad 3	Echelon 4.1 Graad 4.1	Echelon 4.2 Graad 4.2	Echelon 5 Graad 5	Echelon 6 Graad 6
0	991,42	1.086,20	1.228,19	1.331,04	1.570,55	1.716,23	1.792,52
1	1.074,45	1.172,06	1.321,49	1.427,93	1.651,07	1.784,18	1.880,36
2	<b>1.080,11</b>	1.183,34	1.321,49	1.427,93	1.651,07	1.784,18	1.880,36
3	1.085,75	1.194,63	1.380,94	1.501,62	1.709,63	1.833,84	1.959,04
4	1.091,39	1.205,92	1.380,94	1.501,62	1.709,63	1.833,84	1.959,04
5	1.097,03	1.217,20	1.443,09	1.579,10	1.768,16	1.883,48	2.037,71
6	1.102,67	1.228,49	1.443,09	1.579,10	1.768,16	1.883,48	2.037,71
7	1.108,33	1.239,77	1.508,02	1.660,57	1.826,72	1.933,18	2.116,37
8	1.113,98	1.251,06	1.508,02	1.660,57	1.826,72	1.933,18	2.116,37
9	1.119,61	1.262,33	1.575,88	1.746,27	1.885,25	1.982,82	2.195,05
10	1.154,36	1.306,61	1.575,88	1.746,27	1.914,53	2.012,09	2.224,31
11	1.160,00	1.320,14	1.646,81	1.836,37	1.973,06	2.061,77	2.302,97
12	1.165,63	1.333,70	1.646,81	1.836,37	1.973,06	2.061,77	2.302,97
13	1.171,28	1.347,23	1.720,90	1.931,14	2.031,62	2.111,42	2.381,66
14	1.176,93	1.360,75	1.720,90	1.931,14	2.031,62	2.111,42	2.381,66
15	1.182,59	1.374,29	1.777,71	2.008,37	2.090,15	2.161,08	2.460,32
16	1.188,23	1.387,84	1.777,71	2.008,37	2.090,15	2.161,08	2.460,32
17	1.193,85	1.401,38	1.805,93	2.088,71	2.148,70	2.210,76	2.538,98
18	1.199,50	1.414,91	1.805,93	2.088,71	2.148,70	2.210,76	2.538,98
19	1.205,15	1.428,47	1.849,85	2.172,23	2.207,24	2.260,40	2.617,67
20	1.210,81	1.442,00	1.849,85	2.172,23	2.207,24	2.260,40	2.617,67
21	1.216,44	1.455,51	1.893,74	2.213,29	2.265,81	2.310,08	2.696,33
22	1.222,09	1.469,05	1.893,74	2.213,29	2.265,81	2.310,08	2.696,33
23	1.227,72	1.482,60	1.937,66	2.257,22	2.324,32	2.359,73	2.774,99
24	1.233,38	1.496,14	1.937,66	2.257,22	2.324,32	2.359,73	2.774,99
25	1.239,03	1.509,68	1.981,58	2.301,11	2.382,89	2.409,40	2.774,99
26	1.244,66	1.523,21	1.981,58	2.301,11	2.382,89	2.409,40	2.774,99
27	1.250,31	1.536,76	2.025,47	2.345,01	2.441,41	2.459,06	2.774,99

4

28	1.250,31	1.550,28	2.025,47	2.345,01	2.441,41	2.459,06	2.774,99
29	1.250,31	1.564,00	2.025,47	2.345,01	2.441,41	2.459,06	2.774,99
30	1.250,31	1.564,00	2.025,47	2.345,01	2.441,41	2.459,06	2.774,99
31	1.250,31	1.564,00	2.025,47	2.345,01	2.441,41	2.459,06	2.774,99

Annexe 1 à la Convention Collective de Travail du 15 décembre 2003 définissant les conditions de rémunération pour certains secteurs de la Commission Paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française : Ateliers de production, Bibliothèques, Centres culturels, Centres **de jeunes**, Education permanente, Fédérations sportives, La Médiathèque, Organisations de jeunesse, Télévisions locales

Rémunérations à partir du 1er janvier 2003

Pivot = 109,46 (base 1996)

Attention la Convention Collective de Travail n°43 octies conclue au sein du Conseil National du Travail impose de respecter le Revenu Minimum Moyen Garanti. Vérifiez !

Bijlage 1 bij de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 15 december 2003 tot bepaling van de loonvoorwaarden voor **sommige** sectoren van het Paritair Comité voor de **socio-culturele** sector die afhangen van de Franse Gemeenschap: Productie-ateliers, Bibliotheken, Culturele **Centra**, **Jongerencentra**, Permanente **Vorming**, Sportfederaties, de Mediatheek, Jeugdorganisaties, Lokale televisies.

Lonen vanaf 1 januari 2003

**Spil** = 109,46 (basis 1996)

Opgepast ! De Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 43 octies gesloten in de Nationale Arbeidsraad **legt** de naleving op van het gemiddeld minimum **maandinkomen**. **Verifieer** !

Echelon 1

**Graad 1**

	Annuel Jaarloon	Mensuel Maandloon	Horaire Uurloon
0	11.897,04	991,42	6,02
1	12.893,40	1.074,45	6,53
2	12.961,32	1.080,11	6,56
3	13.029,00	1.085,75	6,59
4	13.096,68	1.091,39	6,63
5	13.164,36	1.097,03	6,66
6	13.232,04	1.102,67	6,70
7	13.299,96	1.108,33	6,73
8	13.367,76	1.113,98	6,77
9	13.435,32	1.119,61	6,80
10	13.852,32	1.154,36	7,01
11	13.920,00	1.160,00	7,04
12	13.987,56	1.165,63	7,08
13	14.055,36	1.171,28	7,11
14	14.123,16	1.176,93	7,15
15	14.191,08	1.182,59	7,18
16	14.258,76	1.188,23	7,22
17	14.326,20	1.193,85	7,25
18	14.394,00	1.199,50	7,28
19	14.461,80	1.205,15	7,32
20	14.529,72	1.210,81	7,35
21	14.597,28	1.216,44	7,39
22	14.665,08	1.222,09	7,42
23	14.732,64	1.227,72	7,46
24	14.800,56	1.233,38	7,49

4

25	14.868,36	1.239,03	7,52
26	14.935,92	1.244,66	7,56
27	15.003,72	1.250,31	7,59
28	15.003,72	1.250,31	7,59
29	15.003,72	1.250,31	7,59
30	15.003,72	1.250,31	7,59
31	15.003,72	1.250,31	7,59

4

Echelon 2

Grad 2

	Annuel Jaarloon	Mensuel Maandloon	Horaire Uurloon
0	13.034,40	1.086,20	6,60
1	14.064,72	1.172,06	7,12
2	14.200,08	1.183,34	7,19
3	14.335,56	1.194,63	7,25
4	14.471,04	1.205,92	7,32
5	14.606,40	1.217,20	7,39
6	14.741,88	1.228,49	7,46
7	14.877,24	1.239,77	7,53
8	15.012,72	1.251,06	7,60
9	15.147,96	1.262,33	7,67
10	15.679,32	1.306,61	7,93
11	15.841,68	1.320,14	8,02
12	16.004,40	1.333,70	8,10
13	16.166,76	1.347,23	8,18
14	16.329,00	1.360,75	8,26
15	16.491,48	1.374,29	8,35
16	16.654,08	1.387,84	8,43
17	16.816,56	1.401,38	8,51
18	16.978,92	1.414,91	8,59
19	17.141,64	1.428,47	8,67
20	17.304,00	1.442,00	8,76
21	17.466,12	1.455,51	8,84
22	17.628,60	1.469,05	8,92
23	17.791,20	1.482,60	9,00
24	17.953,68	1.496,14	9,09
25	18.116,16	1.509,68	9,17
26	18.278,52	1.523,21	9,25
27	18.441,12	1.536,76	9,33
28	18.603,36	1.550,28	9,41
29	18.768,00	1.564,00	9,50
30	18.768,00	1.564,00	9,50
31	18.768,00	1.564,00	9,50

4

Echelon 3

Graad 3

	Annuel Jaarloon	Mensuel Maandloon	Horaire Uurloon
0	14.738,28	1.228,19	7,46
1	15.857,88	1.321,49	8,03
2	15.857,88	1.321,49	8,03
3	16.571,28	1.380,94	8,39
4	16.571,28	1.380,94	8,39
5	17.317,08	1.443,09	8,76
6	17.317,08	1.443,09	8,76
7	18.096,24	1.508,02	9,16
8	18.096,24	1.508,02	9,16
9	18.910,56	1.575,88	9,57
10	18.910,56	1.575,88	9,57
11	19.761,72	1.646,81	10,00
12	19.761,72	1.646,81	10,00
13	20.650,80	1.720,90	10,45
14	20.650,80	1.720,90	10,45
15	21.332,52	1.777,71	10,80
16	21.332,52	1.777,71	10,80
17	21.671,16	1.805,93	10,97
18	21.671,16	1.805,93	10,97
19	22.198,20	1.849,85	11,23
20	22.198,20	1.849,85	11,23
21	22.724,88	1.893,74	11,50
22	22.724,88	1.893,74	11,50
23	23.251,92	1.937,66	11,77
24	23.251,92	1.937,66	11,77
25	23.778,96	1.981,58	12,03
26	23.778,96	1.981,58	12,03
27	24.305,64	2.025,47	12,30
28	24.305,64	2.025,47	12,30
29	24.305,64	2.025,47	12,30
30	24.305,64	2.025,47	12,30
31	24.305,64	2.025,47	12,30

4

Echelon 4.1  
 Graad 4.1

	Annuel Jaarloon	Mensuel Maandloon	Horaire Uurloon
0	15.972,48	1.331,04	8,08
1	17.135,16	1.427,93	8,67
2	17.135,16	1.427,93	8,67
3	18.019,44	1.501,62	9,12
4	18.019,44	1.501,62	9,12
5	18.949,20	1.579,10	9,59
6	18.949,20	1.579,10	9,59
7	19.926,84	1.660,57	10,08
8	19.926,84	1.660,57	10,08
9	20.955,24	1.746,27	10,60
10	20.955,24	1.746,27	10,60
11	22.036,44	1.836,37	11,15
12	22.036,44	1.836,37	11,15
13	23.173,68	1.931,14	11,73
14	23.173,68	1.931,14	11,73
15	24.100,44	2.008,37	12,20
16	24.100,44	2.008,37	12,20
17	25.064,52	2.088,71	12,68
18	25.064,52	2.088,71	12,68
19	26.066,76	2.172,23	13,19
20	26.066,76	2.172,23	13,19
21	26.559,48	2.213,29	13,44
22	26.559,48	2.213,29	13,44
23	27.086,64	2.257,22	13,71
24	27.086,64	2.257,22	13,71
25	27.613,32	2.301,11	13,97
26	27.613,32	2.301,11	13,97
27	28.140,12	2.345,01	14,24
28	28.140,12	2.345,01	14,24
29	28.140,12	2.345,01	14,24
30	28.140,12	2.345,01	14,24
31	28.140,12	2.345,01	14,24



4

Echelon 4.2  
Graad 4.2

	Annuel Jaarloon	Mensuel Maandloon	Horaire Uurloon
0	18.846,60	1.570,55	9,54
1	19.812,84	1.651,07	10,03
2	19.812,84	1.651,07	10,03
3	20.515,56	1.709,63	10,38
4	20.515,56	1.709,63	10,38
5	21.217,92	1.768,16	10,74
6	21.217,92	1.768,16	10,74
7	21.920,64	1.826,72	11,09
8	21.920,64	1.826,72	11,09
9	22.623,00	1.885,25	11,45
10	22.974,36	1.914,53	11,63
11	23.676,72	1.973,06	11,98
12	23.676,72	1.973,06	11,98
13	24.379,44	2.031,62	12,34
14	24.379,44	2.031,62	12,34
15	25.081,80	2.090,15	12,69
16	25.081,80	2.090,15	12,69
17	25.784,40	2.148,70	13,05
18	25.784,40	2.148,70	13,05
19	26.486,88	2.207,24	13,40
20	26.486,88	2.207,24	13,40
21	27.189,72	2.265,81	13,76
22	27.189,72	2.265,81	13,76
23	27.891,84	2.324,32	14,12
24	27.891,84	2.324,32	14,12
25	28.594,68	2.382,89	14,47
26	28.594,68	2.382,89	14,47
27	29.296,92	2.441,41	14,83
28	29.296,92	2.441,41	14,83
29	29.296,92	2.441,41	14,83
30	29.296,92	2.441,41	14,83
31	29.296,92	2.441,41	14,83

Echelon 5  
Graad 5

	Annuel Jaarloon	Mensuel Maandloon	Horaire Uurloon
0	20.594,76	1.716,23	10,42
1	21.410,16	1.784,18	10,84
2	21.410,16	1.784,18	10,84
3	22.006,08	1.833,84	11,14
4	22.006,08	1.833,84	11,14
5	22.601,76	1.883,48	11,44
6	22.601,76	1.883,48	11,44
7	23.198,16	1.933,18	11,74
8	23.198,16	1.933,18	11,74
9	23.793,84	1.982,82	12,04
10	24.145,08	2.012,09	12,22
11	24.741,24	2.061,77	12,52
12	24.741,24	2.061,77	12,52
13	25.337,04	2.111,42	12,82
14	25.337,04	2.111,42	12,82
15	25.932,96	2.161,08	13,12
16	25.932,96	2.161,08	13,12
17	26.529,12	2.210,76	13,43
18	26.529,12	2.210,76	13,43
19	27.124,80	2.260,40	13,73
20	27.124,80	2.260,40	13,73
21	27.720,96	2.310,08	14,03
22	27.720,96	2.310,08	14,03
23	28.316,76	2.359,73	14,33
24	28.316,76	2.359,73	14,33
25	28.912,80	2.409,40	14,63
26	28.912,80	2.409,40	14,63
27	29.508,72	2.459,06	14,93
28	29.508,72	2.459,06	14,93
29	29.508,72	2.459,06	14,93
30	29.508,72	2.459,06	14,93
31	29.508,72	2.459,06	14,93

Echelon '6  
Graad 6

	Annuel Jaarloon	Mensuel Maandloon	Horaire Uurloon
0	21.510,24	1.792,52	10,89
1	22.564,32	1.880,36	11,42
2	22.564,32	1.880,36	11,42
3	23.508,48	1.959,04	11,90
4	23.508,48	1.959,04	11,90
5	24.452,52	2.037,71	12,37
6	24.452,52	2.037,71	12,37
7	25.396,44	2.116,37	12,85
8	25.396,44	2.116,37	12,85
9	26.340,60	2.195,05	13,33
10	26.691,72	2.224,31	13,51
11	27.635,64	2.302,97	13,99
12	27.635,64	2.302,97	13,99
13	28.579,92	2.381,66	14,46
14	28.579,92	2.381,66	14,46
15	29.523,84	2.460,32	14,94
16	29.523,84	2.460,32	14,94
17	30.467,76	2.538,98	15,42
18	30.467,76	2.538,98	15,42
19	31.412,04	2.617,67	15,90
20	31.412,04	2.617,67	15,90
21	32.355,96	2.696,33	16,37
22	32.355,96	2.696,33	16,37
23	33.299,88	2.774,99	16,85
24	33.299,88	2.774,99	16,85
25	33.299,88	2.774,99	16,85
26	33.299,88	2.774,99	16,85
27	33.299,88	2.774,99	16,85
28	33.299,88	2.774,99	16,85
29	33.299,88	2.774,99	16,85
30	33.299,88	2.774,99	16,85
31	33.299,88	2.774,99	16,85